



Assemblée générale

Distr. limitée
13 juillet 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 127 de l'ordre du jour

**Tribunal international chargé de juger les personnes
accusées d'actes de génocide ou d'autres violations
graves du droit international humanitaire commis
sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais
accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire
d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994**

Projet de décision soumis par le Président de l'Assemblée générale

**Tribunal international chargé de juger les personnes
accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves
du droit international humanitaire commis sur le territoire
du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes
ou violations commis sur le territoire d'États voisins
entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994**

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la lettre du Secrétaire général datée du 2 juin 2010¹, transmettant une lettre du Président du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994 datée du 25 mai 2010, et prenant note de la lettre du Président du Conseil de sécurité datée du 29 juin 2010², transmettant le texte de la résolution 1932 (2010) du Conseil en date du 29 juin 2010,

a) Réaffirme la nécessité de juger les personnes inculpées par le Tribunal et exhorte de nouveau tous les États, en particulier les États de la région des Grands Lacs, à intensifier la coopération avec le Tribunal et à lui fournir toute l'assistance nécessaire et demande en particulier aux États concernés à redoubler d'efforts pour traduire en justice Félicien Kabuga, Augustin Bizimana, Protais Mpiranya et tous les autres accusés, mis en examen par le Tribunal;

¹ S/2010/289.

² A/64/862.



b) Note qu'il importe que le Tribunal soit doté des effectifs qui lui permettront d'achever rapidement ses travaux et demande au Secrétariat et aux autres organes compétents des Nations Unies de continuer de collaborer avec le Greffier du Tribunal afin de trouver des solutions pratiques pour remédier à ce problème à présent que le Tribunal est sur le point d'achever ses travaux, et demande parallèlement au Tribunal de redoubler d'efforts pour se concentrer sur ses fonctions de base;

c) Décide de proroger jusqu'au 31 décembre 2012, ou jusqu'à l'achèvement de toutes les affaires dont ils sont saisis, si celui-ci intervient à une date antérieure, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant à la Chambre d'appel dont le nom figure ci-après :

Mehmet Güney (Turquie)
Andrésia Vaz (Sénégal);

d) Décide de proroger jusqu'au 31 décembre 2011, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis, si celui-ci intervient à une date antérieure, le mandat des juges permanents du Tribunal siégeant à la Chambre de première instance, dont le nom figure ci-après :

Charles Michael Dennis Byron (Saint-Kitts-et-Nevis)
Khalida Rachid Khan (Pakistan)
Arlette Ramaroson (Madagascar)
William H. Sekule (République-Unie de Tanzanie)
Bakhtiyar Tuzmukhamedov (Fédération de Russie);

e) Décide de proroger jusqu'au 31 décembre 2011, ou jusqu'à l'achèvement des affaires dont ils sont saisis, si celui-ci intervient à une date antérieure, le mandat des juges *ad litem* du Tribunal siégeant à la Chambre de première instance, dont le nom figure ci-après :

Aydin Sefa Akay (Turquie)
Florence Rita Arrey (Cameroun)
Solomy Balungi Bossa (Ouganda)
Vagn Joensen (Danemark)
Gberdao Gustave Kam (Burkina Faso)
Lee Gacuiga Muthoga (Kenya)
Seon Ki Park (République de Corée)
Mparany Mamy Richard Rajohnson (Madagascar)
Emile Francis Short (Ghana);

f) Décide de modifier l'article 12 *ter* du Statut du Tribunal en ajoutant un paragraphe, comme il est indiqué dans l'annexe à la présente décision;

g) Prie instamment le Tribunal d'achever rapidement ses travaux.

Annexe

Article 12 *ter*

Élection et désignation des juges *ad litem*

3. S'il ne reste pas de juge *ad litem* sur la liste des personnes présélectionnées, si aucun juge figurant sur la liste n'est disponible ou s'il n'est pas possible de désigner un juge siégeant actuellement au Tribunal, et que toutes les possibilités pratiques ont

été épuisées, le Secrétaire général peut, à la demande du Président du Tribunal, nommer un ancien juge *ad litem* du Tribunal pénal international pour le Rwanda ou du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour siéger, en tant que juge *ad litem* dans un ou plusieurs procès.
